



## MAÎTRES-SES SPÉCIALISTES : DÉCLARATION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

*Les membres de la Société pédagogique genevoise, réunis en Assemblée générale ordinaire le 3 juin 2008, dénoncent la très mauvaise gestion du dossier des maîtresses et maîtres spécialistes (MS) de l'enseignement primaire de la part de la direction générale et du département de l'instruction publique. La négligence des autorités, le mauvais traitement dont sont victimes les MS, depuis plus d'une année, provoque une situation délétère qui aura des retombées sur les conditions de travail et les prestations.*

En effet, il faut rappeler que plusieurs **engagements publics n'ont pas été honorés**. Le 3 avril 2007, le conseiller d'Etat annonçait l'engagement massif de MS et situait à 50 le nombre de postes supplémentaires. Aujourd'hui, ce nombre équivaut à zéro. Dans un courrier du 17 juillet 2007, il garantissait la mise sur pied d'un groupe de travail à la rentrée 2007, notamment pour étudier les modalités de travail des MS avec le nouveau fonctionnement prévu. Aucune réunion n'a eu lieu.

Au lieu de cela, la direction concoctait des bricolages de postes **sur le dos des titulaires et des MS** en prévoyant une prise en charge des élèves en difficulté pendant que le MS aurait enseigné à la classe entière, seul. Des modalités non négociées qui faisaient fi de la réalité, le but visé étant uniquement **d'économiser au maximum les postes de GNT** (- 50 postes dans le budget 2008 !)

A cela, il faut ajouter que, non contente d'ignorer les courriers du syndicat et de bafouer la concertation, la direction prenait la **décision unilatérale** d'envoyer une **feuille de vœux modifiée** aux MS, où le taux d'activité était compté sur 28 périodes au lieu de 26. **Le boycott** lancé avec succès par la SPG le 14 janvier 2008 a engendré un volume d'échanges et de négociations insensé car, à nouveau, la direction préférait (ou avait l'ordre de) jouer la sourde oreille. La **garantie d'un « redéploiement » sur 26 périodes** (et non 28 comme s'obstinait à le faire la direction), ce qui correspond aux prestations d'enseignement qui seront données aux élèves, a finalement été **obtenue le 5 mars** dans un courrier du secrétaire général adressé à la SPG. Les tergiversations incessantes ont fait perdre beaucoup de temps au syndicat au détriment d'autres dossiers – et même si c'était peut-être là un des buts de la direction, c'est tout à fait anormal. Mais la **situation actuelle**, fruit d'un combat sans relâche du syndicat, est **loin d'être satisfaisante**. Il s'agit d'un palliatif, et le travail qui aurait dû être accompli reste à faire et ne peut être inventé.

**C'est pourquoi les membres avertissent** qu'ils entendent **tout mettre en oeuvre** pour que cette fois le groupe de travail sur les MS promis pour septembre 2008 (courrier à la SPG de Charles Beer du 19 mai 2008) se mette réellement au travail, dans des conditions respectueuses de la concertation, **et annoncent** d'ores et déjà qu'ils **s'opposeront** à toute **détérioration des prestations aux élèves**, à tout **dénigrement de l'enseignement en éducation artistique et physique** et à toute **dégradation des conditions de travail** des enseignant-e-s.

**Les membres combattront avec vigueur toute velléité d'augmentation du temps de travail et de modification du cahier des charges.** Ils défendront des modalités de collaboration au sein des établissements qui prennent en compte les spécificités des différentes disciplines artistiques et notamment l'enseignement en demi-classes lorsque cela se justifie. Ils veilleront surtout à ce que la place et les droits des MS au sein des établissements soient reconnus. A terme, selon les recommandations du SER, c'est **l'ensemble du corps enseignant** qui doit voir ses **heures d'enseignement face aux élèves diminuer** significativement.

Les membres demandent enfin à la direction et au département de **ne pas répéter les erreurs du passé** et de bien vouloir considérer que si l'association professionnelle et syndicale avait été entendue à temps, chacun-e, enseignant-e, élève, parent, directeur/trice, etc. en serait bénéficiaire aujourd'hui.